

à l'occasion de son XXII^e congrès

L'OCI se fixe l'objectif de 10 000 militants pour le prochain congrès

L'ORGANISATION communiste internationaliste (OCI) a tenu son 22^e Congrès à Dijon du 8 au 11 février. Une délégation de la LCR a assisté à l'ensemble des séances publiques et a adressé un message au congrès dont le texte intégral a été publié dans « Rouge » de la semaine dernière. Nous revenons, cette semaine, sur le bilan politique de ce congrès.

L'OCI se développe : telle est la conclusion quasi unanime des délégués au congrès de Dijon. D'après les chiffres fournis publiquement, les effectifs de l'organisation ont pratiquement doublé depuis le précédent congrès de 1977. L'OCI revendique aujourd'hui 5 800 militants cotisants organisés dans les cellules ou dans les structures sympathisantes. Ce chiffre est néanmoins sujet à caution. Dans « la Lettre d'Informations ouvrières » du lundi 12 février, on peut lire, en effet : « Les principes du bolchevisme ont été remis en cause au congrès par un responsable de commission, membre du bureau politique, qui a donné comme directives de comptabiliser comme militants de l'OCI les travailleurs et jeunes gagnés dans le combat dans les précellules. » En conséquence, le chiffre réel de militants serait de 5 000 auquel il conviendrait d'ajouter 800 sympathisants.

Quoi qu'il en soit, Pierre Lambert, dans son rapport d'ouverture, a tenu à rappeler les deux objectifs centraux fixés par le comité central dans le rapport préparatoire au congrès : construire une OCI forte de 10 000 membres d'ici la fin de l'année 1979 et organiser un vaste rassemblement de 15 000 travailleurs et jeunes contre l'Assemblée nationale, le 1^{er} avril prochain. Ces objectifs ont été présentés en rapport avec le pronostic

politique d'une crise révolutionnaire à brève échéance en France.

De nombreux délégués ont ensuite expliqué comment ils entendaient appliquer une telle orientation dans leur secteur. A travers la discussion, des problèmes d'interprétation sont apparus autour de la question du front unique. La vision unilatérale de la situation politique entraîne, en effet, une intervention politique des militants de l'OCI qui ne peut qu'osciller entre sectarisme et opportunisme :

— sectarisme quand l'état du mouvement de masse est jugé tel qu'il existerait les conditions politiques pour dénoncer systématiquement les initiatives prises par les directions du mouvement ouvrier traditionnel. Certains délégués ont ainsi défendu le principe du « ligne contre ligne » qui consiste à mettre en cause automatiquement dans l'agitation « l'action des appareils » ;

— opportunisme quand il s'agit seulement de se saisir de telle ou telle initiative, de telle ou telle revendication pour déborder les directions syndicales ou politiques. Dès lors, la dimension de la lutte unie des travailleurs contre l'austérité, la perspective de la grève générale contre le plan Barre ont tendance à se dissiper. Le problème de l'affrontement central contre le gouvernement est donc réduit

à la seule perspective de la manifestation contre l'Assemblée nationale. Plusieurs interventions de délégués ont reflété cette tendance.

Ces débats autour du front unique — qui n'ont jamais été abordés de front mais toujours suggérés à travers les récits d'expériences concrètes — ont suscité une longue conclusion de Pierre Lambert. Ce dernier a notamment précisé quelle devait être l'attitude des militants face aux journées d'action : « Il faut éviter un double risque, a-t-il souligné, celui de gauchir la politique des appareils ou celui de dresser l'OCI contre le mouvement de masse. »

Le congrès s'est poursuivi par la tenue de commissions à huis-clos sur les problèmes de « propagande », d'« Informations ouvrières », de la « formation » et de la « jeunesse ». Il semble, à ce sujet, qu'un débat ait eu lieu dans la commission « jeunesse » concernant la participation de l'OCI et de l'AJS à la marche de la jeunesse contre le chômage, au printemps prochain. Toujours est-il que la conclusion de la discussion a fait apparaître une réponse positive.

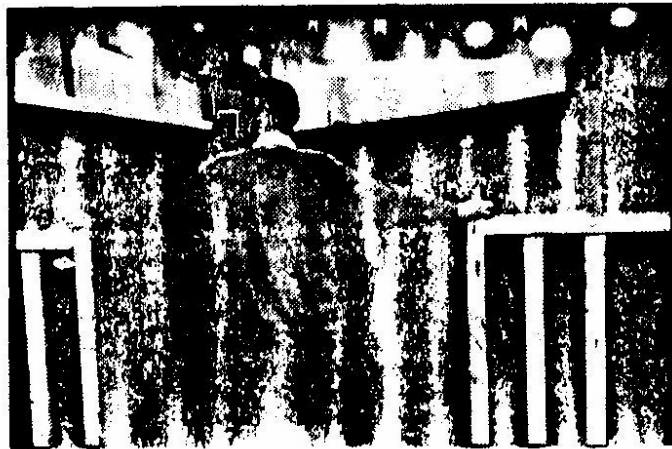
Cette séparation du congrès entre séances publiques et à huis-clos n'a donc pas permis de se rendre compte de la nature réelle des divergences entre les délégués. La discussion générale autour du rapport de Pierre Lambert fut beaucoup plus l'occasion d'illustrer les propos du principal responsable de cette organisation que de présenter clairement, devant le congrès souverain, les débats qui avaient surgi, ici ou là, à travers l'expérience de la lutte de classes.

Le congrès s'est achevé par la lecture des messages de la LCR (seule organisation d'extrême gauche française présente à Dijon) du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (COROI). Caroline Lund, au nom du Secrétariat unifié, est revenue sur les grands traits de la situation mondiale, l'actualité de la révolution dans la période à venir, la place décisive de la classe ouvrière et du mouvement de libération des femmes. Elle a réaffirmé que, du point de vue de la direction de la IV^e Internationale, les discussions avec le COROI devaient se mener avec la même méthode qui présida à la réunification de 1963, après la scission de 1952-1953.

Tout en remerciant les délégations présentes, Pierre Lambert a insisté, quant à lui, sur « la nécessité de dépasser la crise qui divisa la IV^e Internationale il y a vingt-six ans et de surmonter la scission qu'elle provoqua ».

François Ollivier

17/18 février à Paris première réunion du comité central de la LCR après son III^e congrès élection d'un nouveau bureau politique



Le nouveau comité central de la LCR s'est réuni samedi et dimanche derniers, 17 et 18 février, à Paris. Cette première réunion après un congrès difficile était très importante, dans la mesure où, en plus de l'actualité politique et sociale, elle avait à élire le bureau politique. On se souvient en effet que lors du 3^e Congrès de la LCR, deux des trois principales tendances avaient recueilli un nombre sensiblement égal de voix (141/142) et que ne s'était dégagée ni majorité absolue ni majorité relative. De plus, aucun des projets de thèses politiques présentés au vote final du congrès n'avait été adopté.

Le congrès avait donc choisi d'élire un comité central de cinquante membres et cinq suppléants où toutes les tendances sont représentées à la stricte proportionnelle. Les deux principales sur le plan numérique disposant de vingt membres au comité central chacune.

La réunion du week-end dernier est donc partie de cette situation inédite dans l'organisation. Elle a constaté qu'aucune orientation n'avait été adoptée majoritairement par le congrès. Mais aussi que deux tendances avaient défendu leurs positions sur la base d'un même projet de thèses amendé contradictoirement. Et que le congrès avait voté une série d'amendements sans qu'aucun projet ne soit globalement adopté. C'est à partir de ces données que le comité central a fixé le cadre de travail de l'organisation.

Il a élu un bureau politique de 14 membres. Les deux principales tendances, la tendance 3 et la tendance 4, y sont représentées. La tendance 1, qui a rassemblé 86 voix (sur 370) au congrès et qui a décidé de se maintenir en tendance, a demandé au comité central un délai de réflexion pour décider de sa participation au bureau politique. En outre, la division des tâches au sein de ce bureau politique, qui est l'exécutif du comité central, a été discutée après un travail en commission. Les membres du bureau politique doivent suivre quotidiennement l'animation des principales activités de l'orga-

nisation, en collaboration avec les commissions du comité central : travail ouvrier, questions d'organisation, travail jeunes, presse, travail femmes, international, etc. C'est pourquoi la plupart des camarades du bureau politique sont des permanents payés par l'organisation. Enfin, le bureau politique désigne en son sein plusieurs camarades pour assurer son secrétariat et préparer ses réunions. Le bureau politique se réunit en général au moins une fois par semaine, tandis que le secrétariat est quotidien.

Si l'élection des 14 membres du bureau politique a demandé plusieurs discussions en commission et en séance plénière du comité central, il faut souligner que sa liste nominale a été élue, après un vote à bulletin secret, par l'ensemble du comité central, toutes tendances réunies.

La situation sociale

Cependant, la réunion de ce week-end n'a pas traité que ce point. La situation sociale créée par la multiplication des licenciements, notamment dans la sidérurgie et à la télévision, a été examinée. Là encore, un travail préalable en commission, dans la soirée de samedi, a permis de faire le point sur l'état des mobilisations et de discuter l'orientation de l'organisation et ses initiatives dans la conjoncture présente. Deux textes ont servi de base à cet échange de vue : la résolution du bureau politique parue dans « Rouge » (n° 853) sur la sidérurgie et une résolution de travail adressée à toutes les directions et cellules de la Ligue.

Les principaux débats en commission et devant le comité central ont porté sur les mots d'ordre à mettre en avant : revendications, formes de lutte, perspective politique. Un large accord est apparu pour constater que la perspective de préparation d'un « tous ensemble », d'une grève générale, est plus que jamais d'actualité. Notre agitation, tout en tenant compte des situations concrètes, doit populariser cette perspective.

Les deux principales revendications que nous devons

avancer, aujourd'hui, dans les luttes sur l'emploi, sont : « Non aux licenciements ! », « 35 heures pour tous sans diminution de salaire ! ». Dans tel secteur, cette plate-forme peut être précisée. Dans la sidérurgie par exemple, s'ajoute la cinquième équipe et les 33 h 36 pour les postés. Enfin, la LCR doit montrer que toutes ces luttes posent la question de la politique de Giscard-Barre, la politique du gouvernement et que ce qui s'engage, c'est une épreuve de force qui pose — et posera de plus en plus — la question d'en finir avec lui. Nos explications et notre agitation doivent faire apparaître que c'est directement le gouvernement qui est responsable de la situation actuelle et que c'est lui qu'il faut chasser.

Au moment où les sidérurgistes se mobilisent massivement, l'idée d'une montée sur Paris a été lancée unitairement par les syndicats de Lorraine, du Nord et du Pas-de-Calais. Pour qu'elle soit un pas en avant vers la centralisation des luttes contre le gouvernement, il faut que toutes les confédérations et tous les partis ouvriers y appellent dans l'unité, que des travailleurs de toutes les régions y participent et qu'y soient clairement affirmés le refus de tout licenciement, l'exigence des 35 heures et la volonté d'en finir avec le gouvernement.

Le comité central a longuement examiné la situation financière créée par l'arrêt de parution du quotidien. Des mesures très importantes — notamment une souscription d'un million et demi — que nous exposons ailleurs ont été décidées. L'ensemble des villes et des régions, sous responsabilité du comité central, vont se mobiliser dans ce but.

Enfin, le point a été fait sur la préparation de la marche des jeunes contre le chômage, lancée à l'initiative d'un comité unitaire soutenu par plusieurs organisations. Une commission a travaillé sur l'état de sa préparation dans les villes et sections et a examiné les modalités concrètes de sa préparation pour la fin mai.

Gilles Moissac

